

Article 21 du Règlement

LES AÉROPORTS

L'AÉROPORT INTERNATIONAL D'OTTAWA—LES
AMÉLIORATIONS RECOMMANDÉES

M. Bill Tupper (Nepean—Carleton): Monsieur le Président, j'attire l'attention des députés sur une importante étude qu'on vient de faire sur l'aéroport international d'Ottawa.

Mandatés par la Société de développement économique d'Ottawa-Carleton, les commissaires signalent deux obstacles surmontables qui nuisent au progrès: premièrement, cinquième au Canada pour le nombre de passagers, cet aéroport est celui qui a le moins de liaisons directes avec les principaux centres de transport aérien des États-Unis; deuxièmement, à la différence d'Ottawa, Winnipeg, Calgary et Edmonton disposent des installations nécessaires au dédouanement anticipé avec les États-Unis.

D'après l'étude, on pourrait éliminer le premier sans négociations bilatérales en déclarant Ottawa comme étant une localité sous-desservie. Quant au deuxième, on pourrait accorder l'immunité aux agents américains des douanes et de l'immigration, ce qui suppose que les États-Unis feraient la même chose.

Ce sont là des recommandations constructives visant à améliorer les services à l'aérogare de la capitale nationale. J'espère que le ministère des Transports va leur donner suite.

* * *

● (1410)

LES RESSOURCES NATURELLES

L'EAU—LA POSITION DES CHEFS LIBÉRAL ET PROGRESSISTE
CONSERVATEUR

M. Nelson A. Riis (Kamloops—Shuswap): Ces dernières semaines, monsieur le Président, alors que les agriculteurs de l'Ouest font face à la pire sécheresse des cinquante dernières années et que les Canadiens des provinces centrales suffoquent par plus de 35 degrés de température, des tas d'hommes politiques canadiens s'empressent de se joindre à la campagne populaire pour protéger nos eaux contre les Américains. Eh bien, alors qu'il prenait la parole en 1967 devant la Chambre de commerce des États-Unis, le chef du parti libéral (M. Turner) a déclaré:

Si un jour nous arrivions à nous entendre sur les modalités de partage des eaux du continent en offrant à l'exportation une partie de nos réserves, nous pourrions insister, advenant que l'eau soit considérée comme une ressource continentale, pour que des transactions soient également considérées sur cette base... Je le répète, telle doit être notre position.

Monsieur le Président, lorsque les députés libéraux prennent la parole à la Chambre pour défendre nos eaux, ils devraient se souvenir qu'il y a quelques années à peine, leur chef était prêt à exporter cette denrée précieuse.

Qu'en est-il du premier ministre Robert Bourassa? En 1985, il a déclaré:

Il n'y a guère de doute que le Québec et le Canada pourraient dans les années à venir constituer une source d'approvisionnement en eau pour l'Amérique du Nord.

À l'occasion d'une entrevue qu'il accordait en 1985 à la revue *Fortune*, Brian Mulroney déclarait:

Si quelqu'un voulait acheter un peu de notre eau, bonté divine, nous sommes prêts à faire des affaires, nous sommes là pour cela. De l'eau, à Sept-Îles, nous en avons à ne savoir qu'en faire.

Les Canadiens peuvent-ils vraiment s'imaginer que notre eau précieuse est en toute sécurité entre les mains du premier ministre (M. Mulroney) ou du chef du parti libéral?

Alors que les agriculteurs des Prairies voient leurs récoltes s'étioler et mourir par manque de pluie, et que des millions de Canadiens qui vivent à proximité des Grands Lacs sont menacés de voir une bonne partie de cette eau détournée vers les États-Unis, ils devraient réfléchir et se demander en qui vraiment ils peuvent avoir confiance pour les défendre et conserver le contrôle sur nos ressources en eau. Ils ne sauraient faire confiance ni au gouvernement actuel ni au parti libéral. Le Nouveau parti démocratique a été le seul parti à lutter sans défaillance pour protéger notre eau.

* * *

[Français]

LE COMMERCE EXTÉRIEUR

L'ACCORD DE LIBRE-ÉCHANGE ENTRE LE CANADA ET LES
ÉTATS-UNIS D'AMÉRIQUE—LES AVANTAGES

M. Gabriel Fontaine (Lévis): Monsieur le Président, à cause du libre-échange dans le domaine de l'automobile, la General Motors du Canada a investi depuis trois ans pour 3.7 milliards de dollars dans la circonscription d'Oshawa. Ça, c'est de l'argent qui profite immédiatement à 20 350 travailleurs à cause du libre-échange dans le domaine de l'automobile. Ce libre-échange dans ce domaine, c'est cela qui a assuré 50 p. 100 des exportations de l'Ontario aux États-Unis depuis les dernières années.

Le député d'Oshawa (M. Broadbent), qui est le chef du parti socialiste, sait très bien que c'est payant les investissements des Américains dans le libre-échange, dans la circonscription d'Oshawa.

Bob White, le président des Travailleurs unis de l'automobile, lui aussi, sait combien le libre-échange est payant dans la région d'Oshawa pour les travailleurs de l'automobile.

C'est curieux, monsieur le Président, que Bob White soit contre le libre-échange quand ça le paye si bien et que ça paye si bien le chef socialiste. N'oublions pas que Bob White, c'est le vice-président national du parti socialiste. Ces deux hommes, White et Broadbent, se sont juré que les Canadiens qui ne vivent pas dans Oshawa ne doivent pas être prospères.

* * *

[Traduction]

LE COMMERCE EXTÉRIEUR

L'ACCORD DE LIBRE-ÉCHANGE ENTRE LE CANADA ET LES
ÉTATS-UNIS—L'EAU

L'hon. Chas. L. Caccia (Davenport): Monsieur le Président, malgré tous les démentis que nous entendons à la Chambre, il est très troublant de savoir que les Américains considèrent déjà que nos eaux sont incluses dans les dispositions de l'accord de libre-échange. Des pressions de plus en plus fortes se font sentir aux États-Unis en faveur d'un projet qui consisterait à accroître le débit des eaux du lac Michigan dans le réseau hydrographique du mid-west afin de permettre à la navigation fluviale de poursuivre ses activités. Le gouvernement du Canada n'a pas fait connaître son opposition à ce projet à